

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Ces statistiques soulèvent peut-être autant de questions qu'elles fournissent de réponses. On voudrait savoir, par exemple, quelle importance les jeunes attachent à la réalisation de soi, à la sécurité, à la chance d'avoir des loisirs enrichissants. Toute la question du mode de vie et de l'équilibre à établir entre le travail et les autres activités a pris plus d'importance depuis que les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler à l'extérieur du foyer. Les jeunes femmes, en particulier, ont besoin de savoir qu'elles peuvent maintenant poursuivre des études ou une carrière, tout en prenant soin de leur famille. Il est fini le temps où la femme devait choisir entre sa carrière et sa famille, et pourtant les jeunes femmes continuent à croire qu'il en est toujours ainsi. Il incombe au gouvernement de veiller à faire disparaître le stéréotype qui montre la femme cantonnée au foyer ou dans un rôle secondaire.

Mais aussi importants que soient l'éducation et l'emploi, la jeunesse canadienne a aussi beaucoup d'autres intérêts. Parmi les nombreux programmes que le gouvernement fédéral a mis de l'avant pour la jeunesse, il en est un qui a remporté un succès si considérable que je voudrais en parler plus longuement, car malheureusement trop peu de jeunes Canadiens et peut-être des députés sont au courant de ce programme-là. Il s'agit en réalité du programme Katimavik. Ce mot signifie, comme on devrait le savoir, «lieu de rencontre». Depuis son lancement en 1977, ce programme a non seulement fourni de l'emploi à bon nombre de jeunes, mais il favorise aussi l'action communautaire. Il reflète bien la composition de notre société puisque les jeunes qui en font partie viennent de tous les groupes culturels, sociaux et linguistiques du pays. Bref, ce programme est un atout pour le progrès économique et social du Canada. Après une période sombre, où le gouvernement progressiste conservateur voulait le faire disparaître, le gouvernement libéral vient d'annoncer l'expansion de ce programme et, si je le mentionne, c'est à cause du succès qu'il rencontre et de l'enthousiasme qu'il suscite chez les jeunes. Ce sont des programmes de ce genre qui aident à mieux comprendre un pays, à mieux accepter les différences chez les autres et à partager avec eux. Certes, c'est une belle réussite, mais elle ne doit pas être unique et elle ne doit pas demeurer aussi modeste. Voilà pourquoi j'ose espérer qu'au cours des prochains mois le gouvernement cherchera à assurer une plus grande participation des jeunes tant au niveau de l'action communautaire que de la prise des décisions.

Mon collègue de Manicouagan (M. Maltais) a soumis à la Chambre il y a quelque temps une proposition fort intéressante sur les services civils volontaires. Je pense que le gouvernement et le Parlement devraient étudier l'impact qu'une telle mesure pourrait avoir sur les jeunes Canadiens et y réfléchir sincèrement, parce qu'il y a un problème réel au niveau de ce groupe de la société, et nous devons y attacher de l'importance et surtout nous en préoccuper et aboutir à des actions concrètes. Je pense que mon collègue de Manicouagan est très sensible à cette réalité-là et voilà pourquoi, dans un esprit non partisan, mais surtout dans l'intérêt des jeunes Canadiens, j'invite tous les députés à prendre connaissance de ce projet.

Le congrès des jeunes libéraux du Québec la semaine dernière a même entériné ce programme-là et a reconnu la nécessité pour le gouvernement canadien de répondre aux besoins de ce secteur de la population qui peut-être régresse en nombre, mais augmente en importance à cause des défis que demain nous réserve. Les sociétés ont malheureusement tendance à

penser que la jeunesse est faite pour accumuler et la vieillesse pour profiter. Mais nous le savons, c'est une erreur d'interdire l'accès des institutions aux jeunes. Il y a 20 ans à peine les universités ont commencé à se rendre compte de l'importance d'assurer une représentation étudiante au conseil d'administration. Nous savons pourtant que les jeunes sont non seulement désireux mais capables de prendre part aux décisions qui les concernent. Mais cela demande un effort supplémentaire. Il faut en réalité changer le système des valeurs. Les jeunes ont besoin de ressources et d'autonomie pour créer leur propre modèle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des structures en place. Il faut une fois pour toutes que le gouvernement reconnaisse qu'ils sont capables de jouer un rôle et un rôle fort utile dans l'évolution de la société. L'année 1985 sera l'Année internationale de la jeunesse. Et j'espère que cette année internationale ne sera pas caractérisée par l'étude habituelle où est-ce qu'on se penche sur le phénomène, qu'on fait un rapport qui souvent devient poussiéreux, et finalement l'année se termine. C'est le danger qui nous guette si nous ne sommes pas vigilants, et c'est dans ce sens-là qu'en attendant l'Année internationale de la jeunesse, il faut chercher à offrir aux jeunes de meilleures occasions de s'exprimer.

Un dossier qui m'a sidéré, c'est par exemple au moment où l'on étudiait le dossier constitutionnel alors que l'on parlait abondamment du Canada de demain, qu'on était en train d'édifier dans cette Constitution-là, et aucun groupe de jeunes Canadiens n'est venu faire d'instances devant le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes. Et cela, c'est inquiétant, et peut-être que les gouvernements, à ce moment-ci, subventionnent abondamment les groupes minoritaires des langues officielles, les groupes minoritaires dans tous les sens du terme, sauf les groupes de jeunes qui n'ont pas les moyens financiers et souvent techniques de présenter des mémoires, ainsi de suite à des comités aussi sérieux que ceux de la Chambre et du Sénat. Et je pense que c'est un groupe qui a été fort oublié, et il faudrait s'y attarder. L'Année internationale de la jeunesse aura une signification différente d'un pays à l'autre.

● (2100)

Au Canada, les jeunes vivent, bien sûr, dans un pays de développement. Dans les pays où le taux de mortalité est élevé par exemple les jeunes sont très tôt appelés à prendre part à presque tous les aspects de la vie. Dans ces pays l'écart qui sépare les jeunes de leurs aînés est moins prononcé parce que les difficiles conditions de vie font vieillir les gens avant l'âge. Au Canada, il en va bien sûr autrement et la jeunesse se distingue autant de la maturité que l'été de l'hiver. Je crois qu'il est important de souligner ici que la jeunesse ne désigne pas un groupe de personnes mais bien une étape dans la vie. L'Année internationale de la jeunesse sera de bien des façons aussi l'occasion d'un défi Nord-Sud. Dans les pays du Sud on sait que la grande majorité de la population n'a même pas 25 ans et ce groupe augmente de plus en plus rapidement. C'est pourquoi, quand on parle de participation des jeunes dans ces pays, il s'agit en fait de la participation du gros de la population. Au Canada comme dans bien d'autres pays du Nord la proportion des jeunes dans la population est bien moindre. En 1981, les 15 à 24 ans représentaient seulement 19 p. 100 de la population et, d'ici dix ans, ils ne seront plus que 14 p. 100.